



NOTE DE RECHERCHE



Dacca, Bangladesh – Source : Shutterstock

Méfiez-vous des arguments en faveur de l'efficacité dans les politiques de promotion de l'égalité

Auteure : Günseli Berik

Même si le fait d'associer les arguments en faveur de l'efficacité à des motifs intrinsèques ou liés à la justice sociale peut contribuer à attirer l'attention des décideurs sur l'égalité hommes-femmes, cette approche peut également reléguer au second plan d'importantes questions liées aux genres et dissimuler les politiques macroéconomiques qui nuisent à l'égalité des genres.

ENJEUX

En ce nouveau millénaire, une plus grande variété d'arguments sont utilisés dans la promotion de l'égalité hommes-femmes afin de renforcer les motifs intrinsèques ou liés à la justice sociale qui sous-tendent cette cause. Ces arguments font valoir que la promotion de l'égalité est source de nombreux avantages, notamment dans les sphères suivantes : la croissance économique (produit intérieur brut), la productivité agricole, le rendement des entreprises et les objectifs de développement. L'articulation de ces synergies « gagnant-gagnant » remonte à loin, en ce sens que les féministes ont instrumentalisé les objectifs de l'égalité des genres (Razavi, 2017). Cette stratégie a permis de mobiliser un plus grand soutien à l'égard de la promotion de l'égalité hommes-femmes et de sensibiliser et d'informer les gens quant aux conséquences des inégalités entre les sexes (Rubery, 2017; Akram-Lodhi, 2017).

PRINCIPALES CONSTATATIONS

- Les arguments gagnant-gagnant peuvent détourner l'attention portée aux inégalités de genre persistantes et à leur compatibilité avec la croissance économique
- Les objectifs d'égalité hommes-femmes qui sont incompatibles avec la promotion de l'efficacité peuvent être négligés dans les programmes politiques
- Les partisans des arguments gagnant-gagnant peuvent simultanément favoriser des politiques macroéconomiques qui font obstacle à l'égalité hommes-femmes

Bien souvent, elle a servi aux objectifs féministes comme en témoigne la mise en place de politiques d'aide aux enfants au sein de l'Union européenne (UE) depuis les années 1970 (Rubery, 2017). Toutefois, la propagation à grande échelle d'arguments prônant que « l'égalité hommes-femmes est un atout pour l'économie » et qui mettent l'accent sur la croissance économique à l'ère contemporaine a suscité des préoccupations selon lesquelles les objectifs féministes de justice et de droits en matière d'égalité peuvent être mis de côté ou récupérés au profit de politiques qui sont défavorables au mieux-être (Eisenstein, 2009; Fraser, 2009; Chant et Sweetman, 2012; Prügl, 2015). Notamment, les universitaires qui étudient le féminisme soulignent que les dimensions de l'égalité des genres ne sont pas toutes compatibles avec l'efficacité, définie comme croissance économique ou productivité. L'accent mis sur l'efficacité ne tient pas compte des considérations relatives à l'égalité réelle, c'est-à-dire « l'égalité des résultats » (Esquivel, 2017). Ces mêmes universitaires demandent qu'on se penche davantage sur les objectifs particuliers dissimulés par les arguments gagnant-gagnant, ou qui en tirent parti. Il importe d'étudier comment les arguments gagnant-gagnant sont axés sur des dimensions précises de l'égalité hommes-femmes au détriment des autres; font abstraction de l'hétérogénéité des femmes sur les plans de la classe, de la race et de l'ethnicité; et dissimulent des politiques macroéconomiques qui font obstacle à l'égalité hommes-femmes.

PRINCIPALES CONSTATATIONS

Les arguments gagnant-gagnant peuvent détourner l'attention portée aux inégalités de genre persistantes et à leur compatibilité avec la croissance économique

Les politiques qui favorisent la participation des femmes à la population active et améliorent leur niveau d'éducation peuvent être considérées comme des politiques où tout le monde gagne, car ces politiques sont censées contribuer directement à la croissance économique par l'emploi chez les femmes et, indirectement, par la productivité des enfants une fois en âge de travailler (Esquivel, 2017). Toutefois, cette vision synergique ne précise pas la nature des emplois occupés par des femmes (ou même si les femmes occupent un emploi, parce que la participation à la population active ne renvoie qu'à la disponibilité sur le marché du travail). Elles ne précisent pas non plus les écarts de salaire entre les genres qui persistent malgré le fait que les femmes ont un niveau d'éducation plus élevé que les hommes. De plus, essayer de régler cette injustice par la diminution des inégalités salariales entre les genres peut freiner la croissance économique, surtout dans les industries à forte concentration de main-d'œuvre dont la production est destinée aux marchés d'exportation où la compétitivité repose sur le contrôle du coût unitaire de la main-d'œuvre (Seguino, 2000; Berik et Rodgers, 2010).

Les objectifs d'égalité hommes-femmes qui sont incompatibles avec la promotion de l'efficacité peuvent être négligés dans les programmes politiques

À titre d'exemple, les partisans des avantages économiques sont souvent axés sur l'augmentation de la participation des femmes à la population active au détriment de l'inégalité salariale persistante entre les genres et des conditions de travail problématiques. De même, ils peuvent ne pas tenir compte de la contribution disproportionnée des femmes au travail de soins non rémunéré (Esquivel, 2017), ou ne pas chercher à assurer des soins de grande qualité ou à offrir un salaire décent au personnel du domaine des soins (Razavi, 2017).

Les partisans des arguments gagnant-gagnant peuvent simultanément favoriser des politiques macroéconomiques qui font obstacle à l'égalité hommes-femmes

Même si, au cours de la dernière décennie, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont présenté l'égalité hommes-femmes comme un atout pour l'économie et une approche gagnant-gagnant, ces organisations continuent néanmoins d'imposer des politiques macroéconomiques néolibérales comme conditions de prêts dans les pays débiteurs (Berik, 2017b). Ces politiques comprennent des compressions des dépenses publiques en matière de santé et d'éducation, la privatisation de la santé et de l'éducation et des services publics et l'assouplissement des mesures de protection des travailleurs et de l'environnement. Il a été démontré que ces politiques entraînent des difficultés pour les femmes des groupes à faible revenu, en plus d'exacerber les inégalités de genre (Elson et Cagatay, 2000). La contradiction entre le discours et la pratique peut manifester une tentative de donner un visage féministe à la position politique macroéconomique de longue date de ces institutions et de dissimuler ses effets régressifs sur l'égalité hommes-femmes.

RÉFLEXIONS STRATÉGIQUES

Les décideurs doivent chercher à réduire un vaste ensemble d'inégalités de genre et considérer les arguments intrinsèques et liés à la justice sociale dans les politiques, même si réduire ces inégalités n'améliore pas l'efficacité ou si la promotion de l'égalité compromet l'efficacité économique

La réduction des inégalités salariales entre les genres doit être un objectif « à part entière » (Razavi, 2017 p. 560). De façon similaire, les arguments en faveur de politiques de soutien aux personnes qui assurent des soins sans être rémunérées doivent être fondés sur des motifs intrinsèques, c'est-à-dire pour permettre aux familles de prodiguer des soins et de concilier la prestation de soins avec des responsabilités professionnelles rémunérées, plutôt que d'éliminer un obstacle à la « libération du potentiel économique des femmes » (Razavi, 2017 p. 561).

Ces politiques visant à appuyer l'emploi rémunéré des femmes devraient également assurer des conditions de travail décentes aux travailleurs du secteur des soins et favoriser la qualité des soins. De même, les décideurs justifieraient un accès égal aux intrants tant pour les agricultrices que les agriculteurs dans les pays du Sud par des objectifs de mieux-être, notamment la réduction de la pauvreté, même si on anticipe que l'allocation de ressources aux agriculteurs amène une plus grande augmentation de la production agricole (Doss, 2017). Face à de tels compromis, il est également nécessaire de « faire valoir les arguments moraux pour l'égalité des femmes » (Doss, 2017, p. 556).

Le contexte politique macroéconomique est pertinent dans la promotion de l'égalité des genres : si la politique budgétaire expansionniste est habilitante, l'austérité est contraignante

Les politiques de l'UE à la suite de la crise financière de 2008 mettent en évidence l'incompatibilité de l'austérité avec la promotion à grande échelle du mieux-être et de l'égalité hommes-femmes. Ces politiques ont réduit les budgets alloués aux services de soins existants et prévus, et ont compromis les engagements de l'UE liés à l'atteinte de niveaux d'emploi élevés chez les femmes (Rubery, 2017). En outre, les membres de l'UE lourdement endettés ont dû réduire la sécurité d'emploi et la couverture des conventions collectives, réduire le salaire minimum réel et promouvoir l'externalisation dans les secteurs publics - toutes des mesures qui compromettent la capacité des travailleurs à conserver une qualité de vie décente. Une réelle égalité peut être compatible avec la croissance économique si des politiques macroéconomiques en ce sens sont mises en œuvre (Seguino, 2013; Berik et Rodgers, 2010). Si les décideurs veulent promouvoir l'égalité hommes-femmes et le mieux-être à grande échelle, ils doivent chercher à élaborer des politiques qui visent à favoriser plutôt qu'à freiner l'égalité.

Références

Akram-Lodhi, A. H. 2017. "Economic Efficiency and Gender Equity: A Heuristic Rationale." *Canadian Journal of Development Studies* 4(38): 570-575.

Berik, G. 2017b. "Beyond the Rhetoric of Gender Equality at the World Bank and the IMF." *Canadian Journal of Development Studies* 4(38): 564-569.

Berik, G., and Y. van der Meulen Rodgers. 2010. "Options for Enforcing Labor Standards: Lessons from Bangladesh and Cambodia." *Journal of International Development* 22 (1): 56-85.

Chant, S., and C. Sweetman. 2012. "Fixing Women or Fixing the World? 'Smart Economics', Efficiency Approaches, and Gender Equality in Development." *Gender and Development* 20 (3): 517-529.

Doss, C. 2017. "Including Both Equity and Efficiency Claims for International Development." *Canadian Journal of Development Studies* 4(38): 553-557.

Eisenstein, H. 2009. *Feminism Seduced: How Global Elites Use Women's Labor and Ideas to Exploit Women*. Boulder: Paradigm.

Elson, D., and N. Çağatay. 2000. "The Social Content of Macroeconomic Policies." *World Development* 28 (7): 1347-1364."

Esquivel, V. 2017. "Efficiency and Gender Equality in Growth Theory: Simply Add-ons?" *Canadian Journal of Development Studies* 4(38): 547-552.

Fraser, N. 2009. "Feminism, Capitalism and the Cunning of History." *New Left Review* 56: 97-117.

Prügl, E. 2015. "Neoliberalising Feminism." *New Political Economy* 20 (4): 614-631.

Razavi, S. 2017. "Revisiting Equity and Efficiency Arguments for Gender Equality: A Principled but Pragmatic Approach." *Canadian Journal of Development Studies* 4(38): 542-546.

Rubery, J. 2017. "The Triumph of Instrumental over Equality Policy in European Employment Policy." *Canadian Journal of Development Studies* 4(38): 576-581.

Seguino, Stephanie. 2000. "Gender Inequality and Economic Growth: A Cross-country Analysis." *World Development* 28(7): 1211-1230.

Seguino, S. 2013. "From Micro-level Gender Relations to the Macro Economy and Back Again." In *Handbook of Gender and the Economy*, edited by D. Figart and T. Warnecke, 325-344. Cheltenham: Edward Elgar.

La présente note de recherche a été écrite par Berik, G. Il s'appuie sur les principales constatations tirées de l'article de revue suivant :

Berik, G. 2017a. "Efficiency Arguments for Gender Equality: An Introduction." *Canadian Journal of Development Studies* 4(38): 542-546.

Citation: Berik, G. 2020. "Beware of efficiency arguments in policies for promoting gender equality" CJDS Policy Brief Series. *Canadian Journal of Development Studies*, Canada.

La présente note de recherche a été réalisée à l'aide du soutien financier du gouvernement du Canada fourni par l'entremise d'Affaires mondiales Canada et de l'Association canadienne d'études du développement international. Le contenu de cette publication ne reflète d'aucune façon les politiques ou la position officielle d'Affaires mondiales Canada. L'exactitude de l'information et des commentaires engageant uniquement la responsabilité des auteurs. Veuillez noter que certaines ressources citées dans cette note de recherche peuvent ne pas exister dans les deux langues officielles.

NOS PARTENAIRES



Global Affairs
Canada

Affaires mondiales
Canada